

## L'assistanat est un cancer

Laurent Wauquiez, [BFMTV, 8 mai 2011](#)



cliquer sur l'image pour démarrer la vidéo

### [Wauquiez souhaite conditionner le RSA à des heures de "service social"](#)

*Le Monde.fr*, 8 mai 2011

Le ministre des affaires européennes, Laurent Wauquiez, a indiqué dimanche 8 mai au cours de l'émission BFM TV 2012-Le Point-RMC que son groupe "la Droite sociale" déposerait "dans les 10 jours" à l'Assemblée une proposition de loi pour contraindre les bénéficiaires du RSA à "assumer" cinq heures hebdomadaires de "service social".

Dénonçant les "dérives de l'assistanat", qu'il qualifie de "cancer de la société française", il a émis l'hypothèse "de plafonner le cumul de tous les minima sociaux à 75 % du Smic, pas plus". "Aujourd'hui, un couple qui est au RSA, en cumulant les différents systèmes de minima sociaux, peut gagner plus qu'un couple dans lequel il y a une personne qui travaille au SMIC, a-t-il avancé. Ça c'est la société française qui tourne à l'envers."

Le maire du Puy-en-Velay a ensuite jugé anormal que le système de protection sociale, "le plus généreux d'Europe", permette aux étrangers, "très facilement, de bénéficier de nos différents outils de solidarité". "Il est normal que quelqu'un qui vienne en France bénéficie de notre système à condition qu'il ait un minimum contribué", a-t-il estimé, suggérant d'établir une durée minimale de travail - cinq ans - pour pouvoir y prétendre. L'objectif est, d'après M. Wauquiez, que ces propositions soient expérimentées avant la présidentielle de 2012, et puissent nourrir le débat de la campagne.

En contrepartie, afin de promouvoir le "sens de l'équilibre (...) au bénéfice des classes moyennes", le ministre s'est prononcé pour que chaque citoyen résidant plus de trois mois en France soit assujéti à l'impôt, contre six mois actuellement.

A propos du revenu de solidarité active (RSA), il a réaffirmé qu'en contrepartie "il faut que chacun assume chaque semaine cinq heures de service social". Cela ne représente "pas grand-chose" mais montre que, "en face des droits (...), pour vous il y a des devoirs". "Nous plaidons pour que ce soit une obligation, et on déposera dans les 10 jours qui viennent une proposition de loi en ce sens", a-t-il indiqué. Il a évoqué comme possibles missions les sorties d'école, les travaux de nettoyage ou encore "l'accueil de service public".